

## DES DISCUSSIONS SUR LE SUJET ONT LIEU EN TUNISIE

## Les Libyens se concertent sur une armée «unifiée»

**Des discussions, notamment autour de la formation d'une armée libyenne unifiée, se poursuivaient hier à Tunis sous l'égide de l'ONU regroupant des membres du dialogue politique interlibyen, qui doivent discuter également des entraves à la mise en œuvre de l'accord politique en Libye.**

La formation d'une armée libyenne «unifiée» est au menu d'une réunion qui se poursuit pour la deuxième journée consécutive à Tunis, et qui regroupe des membres du dialogue politique libyen, dont est issu le gouvernement d'union (GNA), sous l'égide de l'ONU.

D'après le représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU et chef de Mission d'appui des Nations-Unies en Libye (MANUL), M. Martin Kobler, le Conseil présidentiel se réunira encore lundi et mardi, toujours dans la capitale tunisienne, avec «les parties sécuritaires influentes» en Libye (pas identifiées jusque là), pour évoquer la formation d'une armée unifiée.

Autrement dit, explique Kobler, «une architecture sécuritaire intérimaire inclusive» pour éviter les hostilités entre les acteurs libyens impliqués dans la lutte contre le

groupe terroriste autoproclamé «Etat islamique» (EI/Daesh).

«Tous les problèmes de la Libye aujourd'hui sont liés à la situation sécuritaire (...). Et la seule issue, c'est une armée libyenne unifiée sous le commandement du Conseil présidentiel» du GNA, a déclaré à la presse M. Kobler.

«La Libye ne peut être unifiée alors qu'elle compte plusieurs armées», a-t-il ajouté à l'issue de la réunion de samedi à Tunis, au cours de laquelle ont été aussi évoquées les questions humanitaires.

Au seuil de son deuxième mois d'existence, le Conseil présidentiel du gouvernement d'union libyen (GNA) dirigé par Fayez al Sarraj, a réussi à convaincre «deux importantes milices», jusqu'alors loyales au Général controversé Khalifa Haftar, de rallier les forces du GNA. Mais l'objectif de l'émissaire

de l'ONU est désormais de convaincre Haftar de faire de même. «Je veux rencontrer le général Haftar, voir sa position et la comprendre.

Je le contacte toutes les semaines pour fixer un rendez-vous, mais il n'a jusqu'ici pas accepté de me rencontrer», a dit l'émissaire spécial de l'ONU.

L'émissaire de l'ONU en Libye, Martin Kobler, avait annoncé, il y a deux semaines environ, le début, après l'aide, d'une nouvelle phase de la mise en œuvre de l'accord politique en Libye, qui consiste notamment en la rédaction d'une nouvelle Constitution et l'organisation de nouvelles élections en vertu de l'accord politique en Libye, signé en décembre 2015.

Après la formation d'un gouvernement d'union, clause clé de l'accord politique en Libye, les parties libyennes engagées dans les négociations interlibyennes, doivent s'attaquer à une nouvelle phase à même de faire progresser la mise en œuvre de l'accord et l'installation des institutions de l'Etat.

Avec l'appui notamment de la MANUL dont le mandat a été prolongé récemment de six mois, de



Photos : DR

l'Union africaine (UA), de l'Union européenne (UE) et celui de la Ligue arabe, les acteurs libyens vont se pencher sur la rédaction d'une nouvelle constitution et l'organisation d'un référendum. Il sera question, a déclaré Bachir Abou al-Kacem, membre de la Commission constitutive pour l'élaboration d'une nouvelle constitution, au cours de la réunion en cours à Tunis, de soumettre aux membres du dialogue la nouvelle version de la Loi fondamentale. Une copie a été déjà remise au Parlement et la Commission supérieure électorale. Aussi, une commission chargée de préparer la loi référendaire a été créée et devra se réunir pour la première fois le 27 du mois en cours. Outre les progrès sur le plan sécuritaire, le GNA compte à son actif plusieurs succès à la fois politiques et économiques, le denier en date est lié la fusion du Fond souverain libyen à Tripoli et son rival basé dans l'Est. Début juillet, c'étaient la compagnie nationale de pétrole (NOC) et sa rivale basée dans l'Est libyen

qui avaient annoncé leur réunification, mettant fin à deux ans de division au sein de cette institution qui gère la principale source de revenu du pays. Néanmoins, le GNA, soutenu par l'ONU et la communauté internationale, peine depuis son installation, le 30 mars à Tripoli, à stabiliser un pays profondément divisé où l'EI est implanté.

Issu d'un accord interlibyen parrainé par l'ONU, le GNA s'est installé lundi dans des locaux officiels dans le centre de la capitale Tripoli, mais peine encore à asseoir son pouvoir à l'échelle de tout le pays et à appliquer son agenda gouvernemental, notamment en raison de l'opposition d'une autorité politique rivale basée dans l'Est du pays, (Tobrouk).

L'arrivée du GNA, faut-il le reconnaître, avait ravivé les espoirs d'une sortie de la crise politique, sécuritaire et économique dans laquelle est plongée la Libye, livrée aux milices armées et meurtrie par les violences depuis 2011.

## ENQUÊTE SUR LE CRASH

## D'EGYPTAIR :

## Le mot «feu» mentionné sur un enregistreur de vol

**Une commission d'enquête égyptienne a annoncé samedi que le mot «feu» avait été capté par un enregistreur de vol de l'appareil EgyptAir avant que celui-ci s'abîme en Méditerranée en mai dernier.**

Les enquêteurs avaient déjà indiqué fin juin que l'analyse de l'autre «boîte noire», celle contenant les données de vol, avait montré que des alertes signalant de la fumée à bord s'étaient déclenchées avant le crash en mer de l'Airbus A320.

Le vol MS804 reliant Paris au Caire le 19 mai s'est abîmé entre la Crète et la côte nord de l'Egypte après avoir soudainement disparu des écrans radar pour des raisons encore indéterminées, tuant les 66

personnes à bord. «La commission (d'enquête) a commencé à écouter les enregistrements du Cockpit Voice Recorder (CVR) avant l'accident (et) l'existence d'un feu est mentionnée», selon un communiqué.

«Il est néanmoins encore trop tôt pour déterminer la raison ou l'endroit où le feu s'est déclaré», poursuit le texte. Dans son communiqué, la commission d'enquête égyptienne a par ailleurs annoncé que les recherches en mer étaient terminées.

Le navire de recherches John Lethbridge, qui a repêché les deux boîtes noires, «est arrivé au port d'Alexandrie aujourd'hui (samedi) après avoir terminé sa mission (...) et s'être assuré de la récupération de tous les restes humains sur le site du crash», indique le texte.

## SYRIE

## Alep totalement assiégée par l'armée

**L'armée syrienne assiège désormais «complètement» les quartiers rebelles de la ville d'Alep après avoir pris hier le contrôle de la dernière route les ravitaillant.**

La reprise de cette route, dite du Castello, était l'une des priorités du régime de Bachar al-Assad. Elle lui permet d'isoler les groupes armés qui contrôlent la moitié de la deuxième ville du pays depuis 2012. Quelque 300.000 personnes, selon l'ONU, vivent dans des conditions de plus en plus précaires dans les quartiers rebelles de l'est, totalement coupés des quartiers de l'ouest aux mains du pouvoir.

Après des semaines de combats, «les combattants du régime sont désormais sur la route du Castello» située au nord-ouest d'Alep, a indiqué Rami Abdel Rahmane, directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), une ONG basée à Londres et proche de l'opposition. Ils l'ont «totalement coupée», et de ce fait, «les quartiers de l'est sont complètement assiégés». La route du Castello restait le dernier axe que pouvaient emprunter hommes et marchandises pour entrer ou sortir des quartiers rebelles, notamment vers la Turquie. Le 7 juillet, les forces régulières avaient réussi à prendre position à moins de 500 mètres de la route, étant ainsi capables de tirer sur toute personne ou tout véhicule l'empruntant.

Un combattant rebelle a confirmé dimanche à l'AFP qu'«Alep était dorénavant à 100% assiégée». «L'armée a atteint la route et

a même arrêté un groupe de civils qui s'y trouvaient», a-t-il indiqué, précisant qu'elle avait également placé des sacs de sable en guise de barrières.

Un correspondant de l'AFP présent dans les quartiers rebelles a pour sa part indiqué qu'au moins six frappes aériennes avaient visé l'est d'Alep après cette dernière avancée de l'armée syrienne. Selon l'OSDH, au moins 16 combattants rebelles ont été tués hier lors de l'avancée des troupes loyalistes au Président Assad. Des activistes d'Alep ont pour leur part exhorté sur Facebook les civils à se tenir éloignés de la route du Castello où ils pourraient être arrêtés ou blessés.

Selon les Nations-Unies, près de 600.000 personnes vivent dans des zones assiégées en Syrie, sans accès à la nourriture ni à une aide médicale. Si les quartiers est d'Alep ne sont pas encore définis comme «assiégés» par l'ONU, cette dernière s'est déclarée «très inquiète de l'escalade de la violence» à Alep qui «met en danger des centaines de milliers de personnes». Elle a appelé cette semaine «toutes les parties à autoriser la livraison de l'aide humanitaire» et à «l'évacuation des civils qui le désirent». Les habitants des quartiers rebelles ressentent les effets du siège —pénuries, flambée des prix, fermeture des boulangeries faute de farine et de

mazout— avant même la prise de contrôle de la route du Castello dimanche. Le chef de la principale coalition d'opposition en Syrie a averti mardi que des centaines de milliers de civils étaient confrontés à une crise humanitaire et à la famine à Alep. «Si la route du Castello est totalement coupée, plus de 300.000 civils vont être affamés et se retrouver sous une énorme pression», s'est-il inquiété au siège de la coalition à Istanbul. Aux pénuries s'ajoutent les bombardements qui se sont intensifiés ces dernières semaines. Samedi, au moins 28 civils ont été tués dans des raids aériens sur les quartiers rebelles, selon l'Observatoire. Les rebelles ont riposté par des tirs de roquettes sur les secteurs ouest de la ville, tuant quatre personnes, également civiles, toujours selon l'OSDH. Alors que la guerre, qui a fait plus de 280.000 morts et des millions de déplacés depuis 2011, s'enlise sur le terrain, l'envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie, Staffan de Mistura, a récemment annoncé vouloir reprendre les négociations de paix en août. Deux sessions de pourparlers inter-syriens se sont tenues à Genève sous l'égide des Nations-Unies depuis le début de l'année, sans avancée majeure. Réunis vendredi à Moscou, les chefs de la diplomatie russe et américaine, Sergueï Lavrov et John Kerry, se sont mis d'accord pour une coopération accrue en Syrie, notamment pour combattre les groupes terroristes.